



Sommet de l'OMC : vers une pêche mondiale durable ?

Genève / Buenos Aires, 5 décembre 2017

Les ministres du commerce seront les artisans – ou non – d'un accord sur les subventions à la pêche lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires la semaine prochaine (10-13 déc. 2017)

Les négociations sur l'élimination des subventions publiques qui encouragent la surexploitation des ressources marines, la surcapacité de pêche et la pêche illégale ont démarré à l'Organisation Mondiale du Commerce dès 1999. **Après quasiment 20 ans de discussions, les attentes sont fortes pour qu'un accord international soit trouvé à Buenos Aires la semaine prochaine.** Si tel était le cas, cela démontrerait la volonté de la communauté internationale de mettre en œuvre l'Objectif de développement durable n°14, (ODD14) qui dicte l'interdiction, d'ici 2020, des "subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche [...] et à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN)"¹.

« La plupart des subventions encouragent à pêcher au-delà de toute rationalité économique ou écologique » a déclaré Claire Nouvian, fondatrice de BLOOM. « Tant que nous fournirons des incitations financières qui alimentent une surcapacité de pêche chronique, tous nos efforts pour mener la pêche mondiale à la durabilité seront vains. Si les gouvernements souhaitent réellement préserver des secteurs des pêches viables et des communautés de pêcheurs artisans, ils doivent interdire les subventions nocives au plus vite ». En effet, 84% des subventions mondiales sont allouées aux pêcheries industrielles et mettent ainsi en péril la subsistance des petits pêcheurs.² Selon une étude publiée par l'Université de Colombie-Britannique (UBC), les pays subventionnant le plus leurs flottes de pêche sont la Chine, le Japon, l'Union européenne, les États-Unis et la Russie.

La question des subventions néfastes à la pêche a été relancée³ lorsqu'en septembre 2015, tous les chefs d'État et de gouvernement ont appelé l'OMC à les interdire d'ici 2020, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies.

L'interdiction est défendue par plusieurs pays et groupes de pays, notamment la Nouvelle-Zélande, l'UE et un groupe de six pays d'Amérique latine (Argentine, Colombie, Costa Rica, Panama, Pérou et Uruguay). Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et le Groupe des pays les moins avancés (PMA) sont également favorables à une interdiction, sous réserve que leur besoin de traitement spécial et différencié soit pris en compte.

Au cours des dernières semaines, les négociateurs au siège de l'OMC à Genève ont indiqué qu'un accord n'avait jamais été aussi proche. Le résultat final dépendra de la volonté politique de quelques pays seulement, principalement asiatiques.

¹ INN (IUU en anglais): Pêche illégale, non déclarée et non réglementée

ODD 14.6: D'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce

² Schuhbauer et al. (2017) How subsidies affect the economic viability of small-scale fisheries. Marine Policy 82: 114-121.

³ Voir The Low Hanging Fish by BLOOM and The Varda Group, Sept 2017: goo.gl/RzqiwZ

"Parvenir à un accord à Buenos Aires est crucial en raison du caractère juridiquement contraignant des règles de l'OMC", a déclaré Rémi Parmentier, du groupe Varda, conseiller politique de BLOOM dans le cadre de la campagne OMC. "Les gouvernements ont souvent déclaré que le financement public des activités de pêche non durables et destructrices devait être réduit, mais ce refrain commence à ressembler à un disque rayé. Il est temps que les ministres du Commerce officialisent un engagement concret à l'OMC et passent des mots à l'action."

Les questions dominant les discussions à Buenos Aires porteront sur les champs d'application des interdictions, leur nature et sur les modalités de mise en œuvre des règles disciplinaires de l'OMC pour les pays en développement. Certains voudraient limiter la décision aux subventions qui encouragent la pêche illégale, non réglementée et non déclarée (INN), mais une portée aussi étroite ne permettrait pas de remplir le mandat de l'ODD14 sur l'océan.

En fin de compte, si les contours d'un accord multilatéral sont trop faibles, les pays favorables à des disciplines strictes devront évaluer si un résultat plurilatéral ambitieux n'est pas préférable à un accord multilatéral de faible ambition.

Contact média :

Ines de Agueda ines@vardagroup.org +34 667 019 475

Fuseau horaire de Buenos Aires du 6 au 16 décembre.

Disponible pour tous commentaires et interviews sur place ou virtuellement en français, anglais et espagnol

Claire Nouvian, fondatrice et Présidente de BLOOM

Rémi Parmentier, Directeur du Varda Group & conseiller politique de BLOOM

Dr. Rashid Sumaila, Economiste des Pêches, University of British Columbia

Des interviews peuvent être également organisées avec Peter Thomson, Envoyé spécial pour les océans de l'ONU.

Media briefing à Buenos Aires

Une réunion d'information sur les avancées des négociations aura lieu le mardi 12 décembre à 12h 30, dans la salle 405 du Centre CKK (Centre des ONG MC-11 de l'OMC).

Les portes-parole de la campagne "The Low Hanging Fish" de BLOOM & du Varda Group prendront la parole lors de plusieurs événements et pourront, sur demande, donner leur pronostic sur les négociations de l'OMC.

A propos de BLOOM www.bloomassociation.org

BLOOM est une association à but non lucratif fondée en 2005 qui œuvre pour la préservation des océans et la défense d'une pêche durable écologiquement et humainement en menant des campagnes de sensibilisation, des actions de plaidoyer et d'éducation ainsi que des recherches scientifiques. Ses actions s'adressent au grand public ainsi qu'aux décideurs politiques et aux acteurs économiques.

BLOOM est membre de la «Deep Sea Conservation Coalition» pour la protection des de l'océan :

<http://www.savethehighseas.org>

À propos de Varda Group

Varda Group est une société de conseil international établie depuis 2003. Il a pour objectif de créer un maximum de changement dans l'intérêt des Hommes et de la planète. Grâce au développement et/ou à la mise en œuvre de projets menant à améliorer l'environnement, la santé publique et le bien-être social, Varda Group fournit un apport stratégique aux ONG, aux gouvernements, aux entreprises et/ou aux organisations intergouvernementales afin d'accélérer les changements positifs. www.vardagroup.org